



Lettre N°15  
Août 2019

### Dans ce numéro:

- Coopération décentralisée
- Volontaires & Témoignages
- ONG

### Chiffre clé

Il existe plus de

**25**

*partenariats de coopération décentralisée actifs entre la France et Haïti*



Coopération Décentralisée  
Franco-Haïtienne

## Lettre d'information spécifique

# La France en Haïti



## Editorial

L'appui à la société civile constitue un enjeu majeur de la coopération française en Haïti.

Celle-ci apporte un appui aux différents acteurs par des outils spécialisés pour les ONG françaises, les ONG haïtiennes, la coopération entre collectivités locales haïtiennes et françaises (coopération décentralisée) et les nombreux volontaires de solidarité internationale présents sur le terrain auprès des organisations locales. Il s'agit de promouvoir et consolider le soutien à la décentralisation, au développement local et à la mobilisation de la diaspora.

Une vingtaine d'ONG françaises collabore et exprime leur solidarité avec Haïti. Elles sont principalement financées par un guichet spécifique de l'Agence Française de Développement (AFD).

Une trentaine de collectivités françaises, notamment antillaises, entretient depuis de nombreuses années des relations de coopération avec des collectivités haïtiennes. Elles sont financées par leurs fonds propres et un soutien du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères et l'AFD.

Haïti est le 4ème pays d'accueil des volontaires français. France Volontaire est installée en Haïti depuis une trentaine d'années. Actuellement, les volontaires sont mobilisés dans 8 des 10 départements du pays par 25 structures d'accueil. Aux deux tiers représentés par des femmes, ils travaillent pour des organisations religieuses, des ONG internationales ou des collectivités locales. Ils sont principalement financés

par France Volontaires et leurs employeurs comme les ONG ou associations françaises de solidarité.

Dans ce contexte, le Service de Coopération et d'Action Culturelle en Haïti assure une double fonction : incubateur de développement et coordinateur des opérateurs français. En effet, il gère un fonds d'appui aux organisations de la société civile haïtienne (PISCCA) afin d'encourager des projets pérennes de développement local et d'organisation sociale portés par la société civile en renforçant les capacités des bénéficiaires et en encourageant la mise en réseau et les synergies entre les acteurs de terrain.

Par ailleurs, il assure la coordination et l'animation du réseau des acteurs français d'appui à la société civile, en collaboration étroite avec l'AFD, par des rencontres régulières, des visites de terrain et la mise à disposition récente d'un guide pratique pour les ONG. Il construit, enfin, une page web qui sera intitulée « La France sur le terrain » et contiendra des informations utiles pour identifier les divers projets et acteurs français présents en Haïti afin de favoriser une approche concertée et coordonnée entre les différents secteurs de la coopération. Cela permettra d'accompagner les porteurs de projets par la mise à disposition d'une cartographie, de contacts et de documents stratégiques.

Bonne lecture,

*Ambassade de France en Haïti*

# COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

## ***La coopération décentralisée franco-haïtienne, au service du développement des territoires***

*La coopération entre collectivités territoriales françaises et haïtiennes est particulièrement dynamique, et s'inscrit sur des partenariats de long terme, portés par les élus locaux, et marqués par des relations et des échanges réguliers entre techniciens territoriaux. Elle peut prendre différentes formes (déclaration d'amitié, jumelage, programme de coopération décentralisée ...) mais est avant tout marquée par la volonté d'élus et d'acteurs locaux de nouer des relations et de travailler ensemble pour le développement de leurs territoires. Il existe aujourd'hui une vingtaine de partenariats actifs entre collectivités françaises et haïtiennes, ce qui fait d'Haïti l'un des premiers pays de coopération décentralisée pour la France. Certains partenariats sont très anciens. D'autres, plus récents, tout aussi prometteurs, notamment avec les collectivités de Guadeloupe et Martinique, qui ont fortement développé leurs relations avec Haïti au cours des dernières années.*

*Les 2èmes Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne, tenues en décembre 2017 à Port-au-Prince, ont montré le dynamisme de cette coopération, et ont permis de nouer de nouveaux partenariats entre élus français et haïtiens.*

*Le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français lance chaque année des appels à projets qui permettent de cofinancer jusqu'à 50% des projets portés par des collectivités. L'Agence Française de Développement a initié depuis quelques années un nouveau type de financement, la Facilité d'investissement des collectivités territoriales, « FICOL ». Elle permet de cofinancer jusqu'à 70% des projets de coopération décentralisée, et place ainsi les élus en position de pilote du développement de leurs territoires. [En savoir plus.](#)*



### **La coopération décentralisée entre Tabarre et Pointe-à-Pitre ouvre son partenariat à Saint-Louis du Sénégal**

La commune de Tabarre et la ville de Pointe-à-Pitre (Guadeloupe), engagées dans un partenariat de coopération depuis 2017, structurent un ambitieux

programme de coopération tripartite sur la thématique « *villes durables et résilientes* », impliquant la ville de Saint-Louis au Sénégal. En effet, à l'occasion des Assises de la coopération décentralisée franco-haïtienne qui se sont déroulées à Port-au-Prince en décembre 2017, la Commune de Tabarre a manifesté un intérêt à collaborer avec la ville guadeloupéenne de Pointe-à-Pitre, historiquement liée à Haïti. C'est ainsi qu'en mai 2018, les deux villes ont officialisé un partenariat de coopération décentralisée qu'elles ont choisi d'axer autour du développement urbain, thématique cruciale pour leur développement respectif. Avec l'appui technique de UNITE Caribbean, entreprise caribéenne de conseil spécialisée dans la coopération technique régionale et le soutien financier de la Direction de l'action extérieure des collectivités locales (DAECT), plusieurs missions de capitalisation, de formation et d'assistance technique ont été menées à Tabarre et à Pointe-à-Pitre. Ces dernières ont ainsi permis aux équipes techniques de Tabarre de partager leurs préoccupations avec leurs homologues guadeloupéens, d'appréhender de nouvelles méthodes de travail et de recevoir des avis et recommandations. En prenant part à ce projet tripartite avec Pointe-à-Pitre et Saint-Louis, Tabarre entend faire de la coopération internationale un véritable outil de développement. [Lire la suite.](#)

## Dessalines-Savoie : une coopération de territoire à territoire



La coopération entre le département de la Savoie en France et la commune de Dessalines en Haïti trouve son origine à la fin des années 80, lorsque des Savoyards s'engagent en Haïti, et tissent avec ses habitants des liens forts. Même si l'axe de travail structurant de ce partenariat est le renforcement de la Mairie de Dessalines dans le contexte national de décentralisation, le programme de coopération entre ces deux collectivités territoriales se construit dans une logique de renforcement des compétences des acteurs locaux en général, par des appuis techniques, méthodologiques, organisationnels et financiers. Les thématiques travaillées sont très diversifiées et correspondent aux priorités définies par les Dessaliniens : appui institutionnel, Eau-Assainissement-Déchets, appui à la politique jeunesse, développement touristique, etc. L'année 2018 fut donc riche en diagnostics : actualisation du Plan Communal de Développement, vaste diagnostic Hygiène-Assainissement-Eau potable, définition d'une filière de traitement des déchets adaptée au

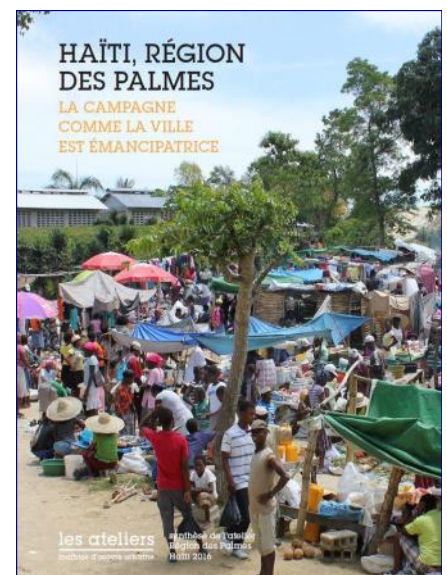
contexte local. De ces diagnostics ont résulté quelques actions concrètes comme le financement de 7 projets d'aménagement, la construction d'un bloc sanitaire, les animations pédagogiques auprès des jeunes et l'installation de 15 lampadaires solaires. [Lire la suite.](#)

## Cergy-Pontoise et la Communauté des Palmes : un partenariat dans la durée pour renforcer l'intercommunalité



Depuis 2011, un partenariat fructueux s'est construit entre la Communauté des Municipalités de la Région des Palmes (CMRP) et la Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise (CACP). Suite au séisme du 12 janvier 2010, la CACP a répondu favorablement à l'appel de 4 collectivités qui souhaitaient se regrouper pour optimiser et mutualiser leurs moyens : Léogâne, Gressier, Petit-Goâve et Grand-Goâve. Plusieurs partenaires internationaux s'étaient également mobilisés dans ce projet, notamment la Communauté d'agglomération du centre de la Martinique (CACEM) et la coopération canadienne.

Cette structuration intercommunale, première expérience de ce type en Haïti, a été constamment soutenue par la CACP depuis son origine. Trois conventions de coopération triennales se sont ainsi succédé et une quatrième est en préparation. Le partenariat a débuté par la mise en place des instances intercommunales, du règlement intérieur et des statuts et la mutualisation des compétences des communes. Le travail s'est poursuivi par la formulation d'un projet de développement territorial dans un dialogue constructif avec les acteurs nationaux et les organisations de la société civile. En 2016, un atelier organisé par le Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) et les Ateliers de Cergy-Pontoise, s'est tenu dans les Palmes. Les années 2017 et 2018 ont permis la réalisation d'actions opérationnelles simples, comme la réfection de chemins, la participation à la restauration d'une école à Vallue (Petit-Goâve), la valorisation de l'écotourisme auprès d'organismes français. [Lire la suite.](#)



## Les volontaires : acteurs incontournables de la coopération française en Haïti



Les volontaires représentent un volet important de l'action de terrain de la France en Haïti. Travaillant au plus près des populations, ils sont porteurs des valeurs d'entraide et de solidarité de la France, et de l'engagement continu et de long terme de la coopération française. Il existe différents types de volontariats comme le service civique, le volontariat de solidarité internationale (VSI), le volontariat international en administration ou entreprise (VIA/E), le volontariat des Nations Unies (VNU). En Haïti, les jeunes français sont nombreux chaque année à s'engager en faveur du développement du pays. Ils sont principalement envoyés par la délégation catholique pour la coopération (DCC), FIDESCO (ONG Catholique de solidarité internationale, créée par la communauté de l'Emmanuel), la Guilde (ONG de solidarité internationale spécialisée dans les missions de volontariat), le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et l'Organisation des Nations unies. Actuellement, ils sont une cinquantaine à intervenir sur 8 départements, principalement dans 3 secteurs: Education/formation professionnelle (21) ; Santé (8) ; Agriculture/sécurité alimentaire (6). La culture, le service administratif, la construction, la petite enfance sont également des secteurs d'intervention. La plateforme France Volontaires, opérateur du MEAE, a pour objet de promouvoir et de développer les différentes formes d'engagements relevant des Volontariats Internationaux d'Echange et de Solidarité (VIES). Présente en Haïti depuis 1980 (sous le nom « Association Française des Volontaires du Progrès » jusqu'en 2009), elle est le fruit d'une construction partagée entre acteurs publics et associatifs, impliqués dans la solidarité internationale. [Lire la suite.](#)



### L'EPSJA et l'ASFVE s'engagent pour l'environnement en Haïti

Le 20 mai 2019, l'équipe de l'Ecole Professionnelle Saint Joseph Artisan (EPSJA) a démarré un partenariat avec l'équipe du service de voisinage de l'Association Francophone des Voisins Ecologiques (ASFVE) pour la gestion des déchets en milieu scolaire. Le service de collecte de déchets est une action initiée par l'ASFVE en juin 2018 dans le cadre de la mise en œuvre du projet de voisinage à Solino (Port-au-Prince) financé par le fonds PISCCA (Projets Innovants des Sociétés Civiles et Coalitions d'Acteurs) de l'Ambassade de France en Haïti. Ce

partenariat marque le premier pas vers un processus de tri et de valorisation des déchets collectés et surtout de sensibilisation des jeunes haïtiens aux enjeux environnementaux. [En savoir plus.](#)

## La Rencontre Annuelle des Volontaires, un lieu d'échanges et de partage d'expériences

Pour la troisième fois à Port-au-Prince, la Rencontre annuelle des Volontaires français en Haïti s'est tenue le samedi 8 juin 2019 au Manoir des Lauriers ainsi qu'au Lycée français Alexandre Dumas autour du thème : « Les clés d'une expérience de volontariat dans le contexte haïtien actuel ». Organisée par France Volontaires, la plateforme française des volontariats internationaux, en partenariat avec l'Ambassade de France, cette journée d'échanges a réuni une trentaine de volontaires et jeunes professionnels français engagés sur l'ensemble du territoire haïtien pour des missions de longue durée auprès d'ONG, d'associations locales, d'écoles, de collectivités, etc. Elle visait à renforcer les liens entre volontaires et faciliter leur partage d'expériences dans des domaines d'intervention divers tels que l'éducation, la santé, l'agriculture, la culture ou l'environnement. [Lire la suite et retour en images.](#)



## Témoignage de Christian et Amélie, VSI mobilisés par la DCC

« Nous avons quitté, il y a un peu plus d'un an, notre vie parisienne pour partir en VSI avec nos 3 enfants par le biais de la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC). Nous travaillons à la Fondation Haïtienne pour le Relèvement et le Développement. Créée après le séisme, elle avait pour objectif de reloger les Haïtiens à Croix-des-Bouquets. Elle a ainsi mis sur pied un programme de logements sociaux permettant de reloger plus de 250 familles. Christian occupe le poste de Directeur et Amélie celui de Responsable projets et communication. Entre la gestion financière & administrative, le développement commercial, la supervision des activités sociales, le développement de nouveaux projets, la création de supports de communication, la refonte du site Internet, les relations avec les bailleurs... cette année a été riche en projets et en émotions !... ». [Lire la suite.](#)



## Témoignage de Claire, VSI en mission au Cap-Haïtien

« Je m'appelle Claire, 26 ans, volontaire mobilisée par la Délégation Catholique pour la Coopération (DCC). Je suis arrivée en Haïti en février 2019. Ce fut une arrivée un peu mouvementée, mais j'ai été bien suivie et très bien accueillie par mon partenaire et les Haïtiens en général. Diplômée en 2016 d'un master en management des ressources humaines, j'ai travaillé pendant près de 2 ans dans un cabinet de conseil en RH avant de partir en volontariat. Toutefois, cette expérience professionnelle m'a préparée à avoir plus confiance en moi et à me lancer vers l'inconnu. En Haïti, je suis responsable administratif et financier au sein de l'Institution Notre Dame de la Médaille Miraculeuse au Cap-Haïtien. Créée en 2001, l'institution agit pour le développement et l'éducation des enfants les plus défavorisés au travers d'une école et d'un orphelinat. Près de 350 enfants y sont scolarisés, 70 accueillis et une dizaine d'autres soutenus. L'institution permet de scolariser des enfants qui n'y auraient jamais eu accès autrement et propose un cadre bienveillant pour que l'enfant puisse aussi s'épanouir et se développer humainement... L'institution accueille toute l'année des volontaires pour des durées plus ou moins longues. J'interviens sur la gestion administrative et financière de l'institut. Je forme une jeune haïtienne pour assurer la continuité de l'activité et je suis aussi chargée de la communication et de la recherche de fonds ». [Lire la suite.](#)

## Témoignage de Lucie Wallez, VSI pour Solidarité Laïque

« Mon quotidien ici, est de travailler sur le terrain, parfois dans des zones reculées, en partenariat avec les directeurs d'écoles, les inspecteurs et parents d'élèves... Une expérience enrichissante et gratifiante tant professionnellement que personnellement! VSI depuis juillet 2017, je suis coordinatrice départementale pour Solidarité Laïque en Haïti. Je coordonne notamment le projet « Timoun retounen lekòl », mis en place après l'ouragan Matthew, qui a dévasté le département de la Grand'Anse (entre autres). Les événements climatiques extrêmes s'aggravent, d'où l'enjeu de reconstruire les écoles durablement, revégétaliser les espaces, et former les acteurs locaux et élèves à l'éducation relative à l'environnement et à la gestion des risques et désastres. Ces écoles en zone rurale montagneuse apportent l'éducation à proximité des communautés, permettant de répondre à l'Objectif de Développement Durable (ODD) 4 et par ailleurs de réduire l'exode vers les villes. Pour toutes ces raisons, j'ai souhaité m'engager dans ce projet pluri-acteurs et pluri-thématiques ». [Lire la suite.](#)



## Les ONG françaises, face aux défis du développement d'Haïti

La solidarité avec Haïti mobilise depuis longtemps les grandes ONG françaises. La plupart d'entre elles sont présentes sur le terrain depuis un quart de siècle et interviennent dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture ou du développement rural. Leur connaissance de la société leur permet d'agir sur l'ensemble du territoire, et d'amplifier leurs opérations dans l'urgence, comme ce fut le cas pour le choléra, en ciblant les populations les plus fragilisées ou les zones les plus enclavées. Certaines sont plus spécialisées sur les questions humanitaires et ciblent les populations les plus fragilisées ou les zones les plus enclavées.

### AVSF : 6 projets pour le développement de la filière agricole en Haïti

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière (AVSF) œuvre en Haïti depuis 1992. Historiquement AVSF est reconnue en Haïti pour sa spécialisation en ingénierie sociale de l'eau, en élevage et santé animale, dans la structuration des organisations de producteurs (OP) par l'amélioration de la qualité des produits paysans et en facilitant un meilleur accès aux marchés rémunérateurs. Aujourd'hui, AVSF-Haïti gère 6 projets : **PITAG**, **Filyè vèt**, **Jaden kreyòl**, **PROCACAO**, **Résilience Sud** et **Lots Boisés** qui couvrent les trois axes clés de son plan stratégique national.



Le « Programme de l'Innovation Technologique en Agriculture et en Agroforesterie (PITAG) » est piloté par le Ministère de l'Agriculture et a pour but d'augmenter les revenus agricoles et la sécurité alimentaire des petits agriculteurs dans certaines zones. De manière spécifique AVSF intervient dans la composante recherche avec objectif d'accroître la productivité agricole des systèmes agroforestiers à base de café et de cacao par l'adoption de technologies durables.

Le projet Appui aux filières durables et à l'aménagement durable des bassins versants dans le Sud, intitulé « **Filyè Vèt** », a reçu un accord de financement de FFEM et de l'AFD. Il vise le renforcement des capacités organisationnelles et économiques des acteurs évoluant dans les filières cacao et vétiver, tout en contribuant à la protection des bassins versants du département du Sud. Il se déroule dans les communes de Torbeck et Chantal pour le cacao, Cavaillon, Cayes et Port-Salut pour le vétiver.

**PROCACAO** est un projet mis en œuvre dans les 2 principaux bassins de production de cacao du pays : le Nord et la Grand'Anse, et vise à renforcer la capacité des acteurs de la filière par l'amélioration de la qualité du produit et en garantissant un accès aux marchés rémunérateurs. Il permet aux petits producteurs haïtiens d'exporter un cacao fermenté, certifié et équitable.



**Jaden kreyòl** « Révalorisation du jardin créole sous le leadership des jeunes et des femmes », est un projet mis en œuvre dans le département du Sud, avec une concentration des activités dans la zone tampon du Parc Macaya en particulier dans les communes de Tiburon, Chardonnière, Torbeck, Chantal, Maniche et Camp-Perrin. Les actions visent à augmenter la valeur ajoutée des chaînes de valeurs cacao et café et à adapter ces systèmes de cultures aux changements climatiques.

Le programme des **Lots boisés** a été initié en 2009 via un projet intégré d'intensification agricole et de reboisement, appuyé par l'Union européenne et l'Ambassade de France. En partenariat avec la Coordination Régionale des Organisations du Sud-Est (CROSE) dans la section communale de Michineau (Sud-Est) ce programme a permis la mise en place de 132,56 ha de lots boisés et de toucher 855 agriculteurs. [En savoir plus.](#)

## Le Projet « Timoun retounen lekòl », un élan solidaire piloté par Solidarité Laïque pour le retour des élèves de 60 écoles endommagées/détruites par l'ouragan Matthew



Sous la direction de Solidarité Laïque, un consortium d'ONG nationales et internationales a mis en œuvre le projet « Timoun retounen lekòl » auprès de 60 écoles réparties dans les départements des Nippes, du Sud et de la Grand'Anse, au bénéfice de 21 000 élèves, plus de 500 enseignants et des autorités locales. La coordination des actions du projet - qui a duré 2 ans et demi - dans le Sud et la Grand'Anse a été assurée par 2 Volontaires de Solidarité Internationale. Ce projet a été mis sur pied au lendemain du passage de l'Ouragan Matthew en 2016. Solidarité Laïque, avec 4 autres organisations françaises (Un enfant par la Main, Secours Français Islamique, Electricité sans Frontières et France Volontaires) et 2 organisations haïtiennes (Coalition Haïtienne des Volontaires et l'Association des Techniciens Professionnels en Construction Moderne) ont favorisé le retour des enfants à l'école. Ils interviennent sur plusieurs volets : la réhabilitation des écoles, la formation en éducation à l'environnement et à la gestion des risques et désastres, le rééquipement des élèves, des enseignants, des salles de classe et des cantines, le soutien aux familles les plus vulnérables et l'électrification. En septembre 2018 l'Ambassade de France et l'AFD ont participé à Jérémie, à la cérémonie de clôture de la 1<sup>ère</sup> phase du projet, au cours de laquelle les clés des 11 écoles reconstruites/réhabilitées dans la Grand'Anse ont été officiellement remises au Directeur Départemental de l'Éducation. La 2<sup>ème</sup> phase a permis la mise en place du soutien des familles, la poursuite de l'électrification des écoles et la réalisation des formations auprès des directeurs, volontaires et comités de gouvernance. [Lire la suite.](#)

Electricité sans Frontières et France Volontaires) et 2 organisations haïtiennes (Coalition Haïtienne des Volontaires et l'Association des Techniciens Professionnels en Construction Moderne) ont favorisé le retour des enfants à l'école. Ils interviennent sur plusieurs volets : la réhabilitation des écoles, la formation en éducation à l'environnement et à la gestion des risques et désastres, le rééquipement des élèves, des enseignants, des salles de classe et des cantines, le soutien aux familles les plus vulnérables et l'électrification. En septembre 2018 l'Ambassade de France et l'AFD ont participé à Jérémie, à la cérémonie de clôture de la 1<sup>ère</sup> phase du projet, au cours de laquelle les clés des 11 écoles reconstruites/réhabilitées dans la Grand'Anse ont été officiellement remises au Directeur Départemental de l'Éducation. La 2<sup>ème</sup> phase a permis la mise en place du soutien des familles, la poursuite de l'électrification des écoles et la réalisation des formations auprès des directeurs, volontaires et comités de gouvernance. [Lire la suite.](#)



SECOURS  
ISLAMIQUE  
FRANCE



## Aménagement de la rivière des Orangers et de ses berges par le Gret, en partenariat avec la Municipalité de Jacmel



Fondé en 1976, le Gret est une ONG de développement qui agit du terrain au politique pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. En Haïti, depuis plus de 25 ans, l'équipe du Gret intervient sur des thématiques diverses telles que l'urbanisme, l'eau potable et l'assainissement, la santé, l'agriculture et la citoyenneté. Gret-Haïti mène actuellement des projets à Port-au-Prince, dans les départements du Sud, du Sud-Est, du Nord-Ouest et de l'Artibonite. Depuis mars 2018, le Gret appuie la Mairie de Jacmel, ville touristique majeure d'Haïti, dans la valorisation et la protection des berges de la rivière des Orangers. Ce projet d'Aménagement communautaire de

la rivière des Orangers et de ses berges, d'assistance technique et d'expertise sociale (Acrobates) vise à améliorer l'environnement urbain et le paysage de la ville et à renforcer le dialogue entre les associations locales et la municipalité. Treize associations implantées à proximité de la rivière ont été identifiées et renforcées par un processus de concertation et de conception participative mis en place avec la Mairie de Jacmel. Cela a permis d'aboutir au projet d'aménagement des berges, approuvé par l'ensemble des acteurs du territoire. « Avec l'appropriation par la Mairie de la méthodologie de concertation expérimentée avec ce projet, l'équipe municipale est en capacité de répliquer ce dispositif sur d'autres quartiers et d'autres problématiques urbaines » indique le directeur général de la Mairie de Jacmel. [En savoir plus.](#)



## ID et ADEMA poursuivent le Programme de Modernisation des Administrations Communales dans le Nord-Ouest

La décentralisation est un enjeu majeur pour les 10 départements d'Haïti. Elle vise à ce que les autorités locales (mairies, CASECS, ASECS) soient en pleine mesure d'organiser les services sur leur

territoire, en travaillant au plus près de leurs administrés. Les défis sont de renforcer les capacités, de mobiliser des ressources, de développer les relations avec les citoyens et acteurs du territoire. En ce sens, le Programme de Modernisation des Administrations Communales (PMAC) est un des piliers de la stratégie menée par la Direction des Collectivités Territoriales (DCT) du Ministère de l'Intérieur pour le renforcement de la maîtrise d'ouvrage communale. Depuis 2017, le PMAC accompagne les administrations communales dans la réorganisation, la dynamisation et le renforcement de leur appareil administratif. Les 10 communes du Département du Nord-Ouest se sont ainsi lancées dans cette démarche, depuis fin 2018 et se sont alliées aux organisations Ansanm pour yon Demen Miyò an Ayiti (ADEMA) et Initiative Développement (ID), actives depuis plus de 15 ans dans le Nord-Ouest, pour accompagner les collectivités dans des actions concrètes. [Lire la suite.](#)

## AFDI contribue au développement des organisations locales dans le Nord d'Haïti



Agriculteurs français et développement international (AFDI) Dordogne mène des actions de développement agricole en Haïti depuis 2002. Un nouveau programme financé par la Région Nouvelle-Aquitaine (2018-2020), s'étend sur 11 communes dans le département du Nord (Limonade, Acul-du-Nord, Limbé, Bas-Limbé, Dondon, St-Raphaël, La Victoire, Borgne, Port-Margot, Plaisance, Pilate). Il vise le renforcement des réseaux d'Organisations de producteurs (OP) de la région afin d'en faire des interlocuteurs reconnus des autorités locales et de leur permettre de proposer des services concrets et pérennes à leurs membres. Afin de développer la résilience des producteurs du Nord au changement climatique, AFDI appuie le Réseau des coopératives caféières du Nord (RECOCARNO) dans le cadre d'un projet de régénération des parcelles de café et de diversification économique.

AFDI appuie également la FECHAN (Fédération des Chambres d'Agriculture du Nord) dans leur renforcement organisationnel et le développement de services à leurs chambres d'agricultures membres, par l'élaboration et le suivi des plans stratégiques de 11 chambres d'agriculture, et un parcours de formation « Leader paysan » au sein des chambres d'agriculture.

Ces deux partenaires sont membres fondateurs de la Plateforme Régionale de Plaidoyer Pour l'Avancement de l'Agriculture en Haïti (PREPLAAH), dont AFDI soutient la structuration, le développement d'argumentaires de plaidoyer et l'organisation d'événements de sensibilisation.

Lettre d'information réalisée par [l'Ambassade de France en Haïti](#)

51, rue Capois, BP 1312, Port-au-Prince Tel : (+509) 29 99 90 00

Contact : [bettina.desir@diplomatie.gouv.fr](mailto:bettina.desir@diplomatie.gouv.fr)